

PRÉSENT

“Il n'y a pas de vérités moyennes” G. Bernanos

MERCREDI 20 JANVIER 2016 - N° 8527 - 1,30 € www.present.fr
Belgique • Luxembourg • Italie : 1.50 € - Suisse : 2 CHF - Canada : 2.5 \$ can - Dom avion : 1.60 € - Tom avion : 500 CFP

Corse

Valls recule

LUNDI, VALLS recevait à Matignon les deux indépendantistes Simeoni et Talamoni, respectivement présidents du « conseil exécutif de Corse » et de « l'Assemblée de Corse », afin de discuter d'une éventuelle révision de la Constitution qui permettrait à l'île d'acquiescer l'autonomie. Une rencontre lors de laquelle le Premier ministre, tout en affichant son désaccord, a quand même concédé la création de trois « groupes de travail » portant sur la langue corse, les questions foncières et les institutions de l'île.

Une décision qui constitue une première victoire pour ces gens qui, même s'ils s'en défendent officiellement, visent ni plus ni moins que l'indépendance de l'île et multiplient depuis des semaines les provocations à l'égard de la capitale.

Provocations incessantes

On se souvient en effet que, le 17 décembre dernier, lors de la double élection du président de « l'Assemblée de Corse » et du patron

du « conseil exécutif », Talamoni n'avait pas hésité à prononcer une bonne partie de son discours en corse et avait évoqué le « premier gouvernement national depuis le XVIIIe ».

Invité lundi matin sur *France Info*, il est revenu à la charge, expliquant tranquillement à des milliers d'auditeurs que la France est... « un pays ami » ! Et au journaliste qui lui demandait s'il n'était pas un élu de la République française, Talamoni, qui a retiré le drapeau français de son bureau, de répondre : « Je suis un élu de la Corse. »

Une reculade de plus

Bref, venus lundi avec des revendications auxquelles l'exécutif avait déjà dit non, Simeoni et Talamoni auraient, selon toute logique, dû se voir opposer une fin de non-recevoir de la part de Valls qui rappelait, pas plus tard que le 30 décembre, qu'« il n'y a qu'une seule nation, la nation française » et qu'« il est hors de question de revenir là-dessus ».

Or, non content d'accorder près de deux heures d'entretien à ces compagnons de route des assassins du préfet Erignac, Valls est donc allé jusqu'à accepter la création de trois groupes de travail devant marquer « l'ouverture d'un dialogue ».

Les fameuses « lignes rouges » qui « ne peuvent pas être discutées » évoquées par le Premier ministre lors de



En page 4
« Trump parle franchement »
notre entretien exclusif
avec Jared Taylor
Michel Tournier est mort



Malgré l'intransigeance qu'il veut afficher, Valls a accordé deux heures d'entretien aux nationalistes corses.

son passage sur TF1 le 23 décembre dernier semblent donc bien parties pour l'être. Et les indépendantistes l'ont bien compris, qui avertissent déjà que, si l'amnistie de leurs terro-

ristes n'est pas accordée, ils s'adresseront directement à Bruxelles.

FRANCK DELÉTRAZ
frank.deletraz@present.fr

L'islam a un problème avec les femmes

Il n'aura fallu pas moins que les viols collectifs à Cologne et dans d'autres villes allemandes dans la nuit de la Saint-Sylvestre pour que quelques nonos et des surtout-pasdamalgame (1) commencent à se demander – oh, la bouche en cul-de-poule – si l'islam n'aurait pas comme un problème avec les femmes.

Le statut de la femme dans les pays musulmans, statut qui fait d'elle une mineure à vie ensevelie sous de sinistres suaires, qui lui interdit toute initiative individuelle, qui la tient sous le joug, aurait dû les éclairer depuis longtemps. Et encore n'est-ce là que la partie émergée de l'iceberg mahométan.

Depuis l'apparition de l'islam, et en cela Daech est on ne peut plus orthodoxe, les femmes non musulmanes font partie du butin, comme exprimé dans *Al-Muwatta* d'Abdul-illah-Mâlik, juriste à Médine, au VIIIe siècle, surnommé « l'imam des imams (ce livre est en vente dans les FNAC). Elles peuvent être réduites à l'esclavage et servir d'objets sexuels dans le « meilleur » des cas ou massacrées dans les conditions les plus horribles si nécessaire à l'édification des masses.

Un *hadith* (Abu Sawid, sahih 2 150) est explicite à ce sujet : « L'apôtre d'Allah [Mahomet] envoya une expédition militaire à Awat lors de la bataille de Hunnaïn. Ils se battirent avec leurs ennemis. Ils les vainquirent et prirent les survivants comme prisonniers. Certains des disciples de l'apôtre d'Allah hésitaient à violer les femmes capturées en présence de leurs maris qui étaient des infidèles. Alors, Allah le Grand renvoya les fidèles au verset du Coran (4-24) : "Il vous est aussi interdit d'épouser des femmes déjà mariées, à moins qu'elles ne soient vos captives de guerre. »

Plus près de nous, les propos du cheikh sunnite Yussuf Al-Qaradawi, animateur d'une émission sur Al-Jazira

(« La Charia et la vie ») sont tout aussi révélateurs. Evoquant les Occidentales violées, il explique qu'elles l'ont bien mérité : « Les provocatrices parce que non habillées décentement devraient être punies. (...) Pour qu'elle soit affranchie de la culpabilité, une femme violée doit avoir montré de la bonne conduite. »

Une journaliste canadienne d'origine musulmane, et qui connaît bien ses coreligionnaires, a dénoncé dans *La Presse* (sous le titre : « Du voile au viol ») ce qu'on enseigne dans les centres culturels musulmans : « Mets un voile sinon tu pourrais être violée. C'est ce qu'on recevait comme message jusqu'à tout récemment sur le site internet du Centre communautaire musulman de Montréal, sous une rubrique visant à informer l'internaute non violée des supposés dangers liés à sa condition. Ne pas porter le hijab peut entraîner des cas de divorce, de viols et d'enfants illégitimes disait l'avertissement pour le moins ahurissant. On y disait aussi que celle qui enlève son voile voit sa foi détruite, adopte un comportement indécent et sera punie en enfer. On y traitait aussi la femme occidentale de prostituée non payée. »

Plus de 1 400 femmes britanniques violées par des musulmans pakistanais. Des viols publics de journalistes occidentales place Tahir au Caire pendant la prétendue révolution. Des centaines d'Allemandes violentées et violées par des « migrants » majoritairement musulmans. Combien d'autres pour qu'on comprenne enfin ?

ALAIN SANDERS
alain.sanders@present.fr

(1) Pas tous. Alors que l'on venait d'apprendre ces viols collectifs cachés pendant plusieurs jours, Cazeneuve a déclaré : « Il faut arrêter de dire qu'il y a eu des viols en Allemagne. On ne sait pas exactement ce qui s'est passé. »

Attentat sur deux surveillantes de prison

Percutées à pleine vitesse sur le parking de la prison de Meaux : deux surveillantes de prison martiniquaises ont été victimes d'une tentative d'assassinat alors qu'elles prenaient leur service dimanche à 7 heures du matin. Une voiture les attendait dans la pénombre et a délibérément foncé sur elles.

La surveillante la plus jeune a été heurtée à la cuisse. L'autre, âgée de 56 ans, a été traînée sur une quinzaine de mètres. Elle est grièvement blessée.

L'agresseur a pris la fuite sans avoir été filmé par aucune vidéosurveillance (jamais installée sur ce parking malgré les demandes répétées du personnel).

L'hypothèse de la vengeance d'un ancien détenu est examinée par la police judiciaire de Versailles. « Les insultes, les menaces, les coups et les prises d'otages » sont le quotidien des surveillants de prison français « dans la mesure où les voyous prennent de plus en plus d'assurance devant le laxisme judiciaire qui est pratiqué depuis des années », rappelle le CAP Pénitentiaire au nom du Front national. (La surveillante la plus gravement touchée avait déjà été agressée en 2013, par un détenu qui l'avait frappée à la main avec une paire de ciseaux).

Mais évidemment dans la France de 2016, il est toujours hautement envisageable que l'agresseur ait pu crier « Allah Akbar » pour se donner du courage. Les surveillants de prison, a fortiori les femmes, sont des cibles privilégiées pour les islamistes. « On ne peut pas écarter l'hypothèse d'une attaque terroriste », estime Jean-François Forget, secrétaire général de l'organisation syndicale pénitentiaire UFAP-UNSA : « Sur les réseaux sociaux, des menaces de s'en prendre au nom d'Allah, aux policiers, mais aussi aux fonctionnaires pénitentiaires, circulent depuis huit jours. »

La prison de Meaux, fortement radicalisée, comme toutes les prisons de France, a justement fait la une de l'actualité en septembre dernier : un fanatique islamiste faisant l'objet d'une fiche « S », avait profité d'une permission pour s'échapper. (Il a été arrêté en Algérie en décembre). On a appris à cette occasion que sous Taubira, les détenus s'évadaient au rythme d'environ un par jour... Autant dire qu'ils ont le champ libre pour revenir régler leurs comptes.

CAROLINE PARMENTIER
caroline.parmentier@present.fr



Les échos éthiques

◆ « Une nouvelle idéologie cherche à détruire la famille » et menace « de réduire à nouveau le peuple ukrainien en esclavage. Ce danger s'appelle l'idéologie du genre. » C'est ainsi que s'est exprimé le primat de l'Eglise grecque-catholique ukrainienne la semaine dernière à propos des modifications du droit du travail votées à grand-peine en novembre par le parlement de Kiev. Les amendements adoptés ont introduit les notions d'orientation sexuelle et d'identité de genre dans l'interdiction de discrimination au travail. Si les députés ukrainiens ont cédé au lobby LGBT, très marginal dans leur pays, c'est parce que l'UE a exercé un chantage aux visas. La Commission européenne est satisfaite et va proposer au Conseil européen un régime sans visa pour les Ukrainiens. L'URSS est morte, vive l'UERSS !

◆ Quoiqu'on pense des Américains, la liberté de pensée et d'expression est moins limitée de l'autre côté de l'Atlantique. Imagine-t-on par exemple en France qu'un candidat à la présidence de la République puisse espérer gagner en se disant opposé à l'avortement ? Aux Etats-Unis, les trois candidats les mieux placés dans la primaire républicaine sont tous pro-vie : Donald Trump, en tête de la course, qui était pour la possibilité d'avorter, a déclaré publiquement il y a quatre ans qu'il avait changé d'avis et s'était converti à la cause pro-vie. Il promet d'ailleurs de supprimer les subventions au Planning familial si celui-ci continue de commettre des avortements. Ted Cruz, deuxième dans les sondages, promet lui aussi de supprimer les subventions et d'engager des poursuites

contre cette sinistre organisation. Pour Marco Rubio, troisième, le droit à la vie des enfants conçus « est un droit fondamental qui nous a été donné par notre Créateur ».

◆ Lu sur un média québécois : une Américaine, originaire du Texas et âgée de 54 ans, a donné naissance en début d'année à sa petite-fille. Sa fille rencontrant des difficultés pour avoir des enfants, sa mère aurait alors proposé de porter le bébé, bien qu'elle fût ménopausée depuis sept ans. Malgré cela, à la suite d'un traitement un embryon a été implanté chez cette femme qui a donné naissance à une petite Kelcey, le 6 janvier dernier.

◆ Ce n'est que la suite logique d'une attitude permissive à outrance : vu sur le site Génétique.org, une bourse aux mères porteuses va s'installer à Bruxelles les 29 et 30 janvier prochains et le 31 janvier à Paris. Organisée par Babybloom Homoparentalité, elle vise à « apporter une aide à l'information des couples en recherche de créer une famille ». Sur sa page facebook, l'association délivre le lieu de la bourse via message privé. Elle se cache, mais si peu...

◆ Un média anglophone nous donne une petite idée de jusqu'où peut aller la bêtise humaine. C'est l'histoire d'un Britannique qui affirme d'être le père de 800 enfants de par le monde. Cet hurluberlu — car il faut l'être — ne passe pas par des centres de dons de sperme qui limite les dons à dix, parce qu'il les juge trop chers, mais propose de donner sa semence en direct aux « clientes »... Il se vante, par ailleurs, d'être le père de 1 000 enfants d'ici à quatre ans.

Moirans : coup de filet chez les « gens du voyage »

Il aura fallu attendre presque quatre mois pour que Manuel Valls et son ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, qui n'en finissent plus de parler de « fermeté républicaine », donnent, directement ou indirectement, leur feu vert pour que les forces de l'ordre effectuent une descente, lundi matin, dans le camp des « gens du voyage » à Moirans (Isère).

Moirans — commune de 8 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Grenoble — où, en octobre dernier, des affrontements, violences et dégradations multiples avaient eu lieu lorsque les dits « gens du voyage » (une grosse cinquantaine), exigeant la libération temporaire de l'un des leurs qui était incarcéré pour qu'il puisse assister à l'enterrement de l'un de ses frères, avaient incendié des voitures, bloqué le trafic SNCF et mis à sac un restaurant.

Dès le lendemain, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur avaient appelé à des sanctions « à la hauteur des événements », ajoutant qu'il n'y aurait « aucune complaisance de l'Etat » et que les auteurs de ces actes seraient « implacablement recherchés ». Au total, 20 suspects, dont plusieurs avaient pu être photographiés et parmi lesquels « certains étaient déjà fichés », étaient recherchés. Implacablement mais pas trop vite. Faut laisser le temps au temps.

Alors que les arrestations qui ont eu lieu en marge des Manif pour tous ont été faites sur le champ, il aura donc fallu attendre presque quatre mois pour que 300 gendarmes, dans le cadre d'une information judiciaire contre X ouverte le 12 novembre par le parquet de Grenoble, investissent le camp des « gens du voyage » de Moirans. Un coup de filet qui a permis l'interpellation de quinze personnes. Quinze personnes parmi lesquelles



Moirans dévastée aura attendu trois mois les interpellations.

certaines ne feraient pas partie de la communauté des « gens du voyage » mais seraient de « simples » casseurs — des « jeunes » venus des cités voisines — venus se joindre aux « rabouins » pour le plaisir de foutre en l'air.

Quinze sur une grosse cinquantaine qui vont être auditionnés « dès que possible », a indiqué le procureur de Grenoble, Jean-Yves Coquillat, en précisant que les principaux suspects ont été arrêtés et que « les perquisitions ont permis de saisir certains objets intéressants l'enquête. (...) L'instruction devra déterminer la participation de chacun des suspects ». Reste à savoir quelles seront les sanctions que leur réserve la prétendue « fermeté républicaine ».

PIERRE MALPOUGE
pierre-malpouge@present.fr

Toujours plus loin dans la culture de mort

C'est son dada, sa bataille, sa raison de vivre. Marisol Touraine défend ardemment l'avortement. Avoir la possibilité de tuer ses enfants, pour elle, est essentiel. Elle en a donné une preuve supplémentaire vendredi 15 janvier. Ce jour-là notre ministre de la Santé était en visite dans un centre du Planning familial de Paris. Elle y a annoncé qu'à partir du 1er avril 2016, l'intégralité des actes liés à l'avortement serait remboursée à 100 % par la Sécurité sociale (voir la brève consacrée à ce sujet dans notre numéro d'hier). Une mesure qui ne va cer-

tainement pas aider nos finances, plus qu'embourbées, à se redresser.

Jusqu'à présent, et ce depuis 2013, « seul » l'acte était remboursé totalement. A partir d'avril, donc, les échographies pré et post-avortement, les examens biologiques ainsi que les consultations liées à l'acte le seront également. Pour rappel, lorsqu'une femme désire garder son enfant, l'Etat n'en fait pas tant pour elle, puisque les deux premières échographies ne sont remboursées qu'à 70 %.

La ministre en a également pro-

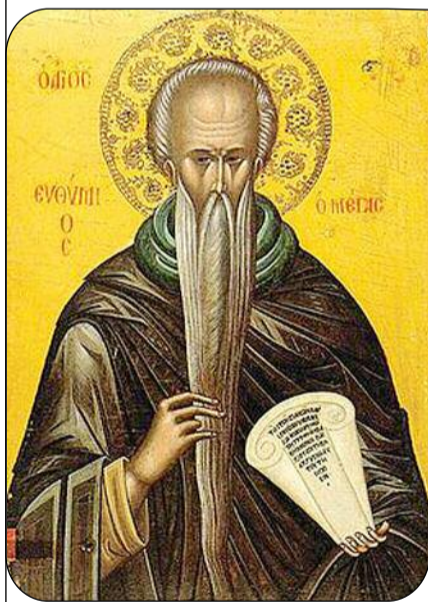
fité pour rappeler que les différentes mesures de la loi santé déjà adoptées devraient entrer en application d'ici à l'été. A partir de ce moment, le délai de réflexion minimum de sept jours sera supprimé. Les sages-femmes seront habilités à procéder à des IVG médicamenteuses et les centres de santé les avortements chirurgicaux.

Qu'attendre d'un pays qui encourage et paie ainsi la mort de ses enfants ?

ANNE ISABETH
anne-isabeth@present.fr

Le Saint du Jour

Saint Meinrad (861)



Né vers 797, en Souabe, Meinrad était apparenté aux princes de Hohenzollern. Il devint prêtre en 821 et moine à l'abbaye de Reichenau l'année suivante. On l'y chargea d'enseigner les belles lettres et l'écriture sainte, fonctions qu'il remplit ensuite au monastère de Bollengen. Se sentant plutôt la vocation d'ermite, le jeune religieux obtint d'aller vivre sur une des cimes du mont Etzel, près du lac de Zurich. Il y demeura sept ans, soigné par une veuve pieuse du village d'Altendorf, après quoi il s'enfonça dans la forêt, vers le sud, jusqu'à Sihl. L'endroit ravissant où il s'établit et qu'il jugeait inaccessible est celui où l'on vénère Notre-Dame d'Einsiedeln, dite Notre-Dame des

Ermites. Le célèbre pèlerinage, qui existe encore, doit son origine à une image de la Très Sainte Vierge que Meinrad plaça dans sa chapelle et devant laquelle il pria pendant les 25 dernières années de sa vie. Il mourut assassiné par des bandits qui le croyaient en possession d'un trésor.

AB V.B.
ab-v-b@present.fr

Vous cherchez Présent ? Allez sur www.trouverlapresse.com

Vous voulez trouver Présent près de chez vous ? Indiquez-nous le kiosque où la maison de la presse la plus proche et il y sera rapidement disponible : abonnements@present.fr 01 42 97 51 30

Suivez Présent
sur Twitter et Facebook



■ « VOUS N'ETES PAS CHEZ VOUS ! » Lundi, dans la si mal nommée cité des Jardins de l'Empereur à Ajaccio, arrestation de deux frères maghrébins soupçonnés d'avoir participé à la violente agression de pompiers tombés dans un guet-apens le jour de Noël alors qu'ils intervenaient sur un incendie. Cet « incident » avait suscité une forte tension dans l'île, d'autant que les agresseurs avaient crié aux pompiers molestés : « Corses de merde, vous n'êtes pas chez vous ! » On avait alors remarqué l'attitude temporisatrice de Talamoni, d'ordinaire plus éruptif.

■ ESTRO-SARKO, C'EST FINI. Considéré comme l'un des plus fidèles Sarko's boys, Christian Estrosi louche désormais vers Juppé, mieux placé dans les sondages. « Pour gagner l'élection présidentielle, la seule solution sera d'avoir la capacité de rassemblement que j'ai eue en Provence-Alpes-Côte-d'Azur », a-t-il déclaré modestement, ajoutant qu'il soutiendra à la primaire de la droite prévue en novembre « celui qui aura le plus de capacités à rassembler les Français pour battre Marine Le Pen », qui « est l'ennemi à abattre en 2017 ».

■ AVALANCHE MORTELLE. Au moins cinq légionnaires (sur un groupe de 52) du 2e Étranger du Génie ont été emportés par une avalanche le 18 janvier sous le Col du Petit Argentier.

■ REBONDISSEMENT DANS LE FEUILLETON KERVIEL. Ce n'est sûrement pas un hasard si, le 18 janvier, alors que Jérôme Kerviel demandait la révision de son procès, étaient rendus publics par une dame commandant de police les propos d'une dame magistrat sur la partialité de la hiérarchie judiciaire en faveur de la Société générale, qui était bien évidemment au courant des incroyables prises de risques du jeune trader et les avait longtemps couvertes, compte tenu des bénéfices. Ces révélations — qui n'en sont pas tout à fait tant était équivoque le rôle de la Générale — serviront-elles Kerviel ?

■ DOUCE FRANCE 1. Tabassage à mort d'un homme dans le XIe arrondissement le 17 janvier par une dizaine d'individus armés de barres de fer et de couteaux. On ignore les motifs de cette agression bestiale.

■ DOUCE FRANCE 2. Interpellation à Remiremont (Vosges) d'un gamin de 14 ans, mais « déjà connu des services de police », qui avait rossé une retraitée osant lui reprocher de jeter des pierres sur des personnes âgées.

■ COMMENT PEUT-ON ÊTRE HOMOPHOBES ? Le 15 janvier, un jeune Cap-Verdien a été séquestré et grièvement torturé en « châtiement » de son homosexualité mais les associations et médias si prompts à dénoncer le moindre propos homophobe, surtout quand il cible un immigré, n'en ont soufflé mot. Et pour cause : l'agression a eu lieu aux Abymes et ses auteurs sont des Guadeloupéens. Silence particulièrement remarqué, celui du Martiniquais Louis-Georges Tin, président du Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) mais aussi militant gay fondateur en 2005 de la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie (initiative saluée par Bernard-Henri Lévy et David Bowie entre autres et reprise par l'ONU). Enseignant à l'École supérieure du professorat et de l'éducation Centre-Val de Loire ainsi qu'à l'École des hautes études en sciences sociales, ce normalien avait même donné un cours intitulé « Comment peut-on être hétérosexuel ? »

■ TOURNAI À L'ÉCOLE DE COLOGNE. En Belgique, au moins trois jeunes femmes ont déposé plainte après avoir été victimes d'agressions sexuelles dans un train reliant Bruxelles à Tournai. Les trois auteurs, interpellés à Tournai et dont le plus âgé a 13 ans, seraient des demandeurs d'asile établis en France. Formellement identifiés dans le cadre d'une enquête ouverte pour attentat(s) à la pudeur avec violence, ils ont toutefois été rapidement libérés en raison de leur âge tendre, mais feront l'objet d'une convocation ultérieure.

ÉCONOMIE

Inflation zéro

Un lecteur avisé s'étonne du prix des carburants, non pour se féliciter des baisses, mais pour s'interroger sur le faible niveau de celles-ci : « Lors que le prix du baril était à 160 dollars, je payais le litre de gasoil 1,38 euro. Alors que le prix est descendu à 36 euros le baril dernièrement, je le payais encore autour de un euro le litre. (...) Je trouve bizarre que les informateurs officiels ne nous expliquent pas vraiment cette anomalie. »

— Les taxes, mon pauvre Monsieur, les taxes !

Je vois très bien notre regretté François Brigneau lui répondre sur ce ton. Mais la question de notre lecteur est faussement naïve. Il sait parfaitement que la baisse du carburant est loin de se répercuter proportionnellement dans le portefeuille du consommateur et ne peut pas se répercuter à ce niveau, tout simplement parce que l'essentiel du coût des carburants est constitué de taxes. C'est la différence entre la France et les Etats-Unis, par exemple, et c'est bien là une partie du mal français, stigmatisé il y a cinq décennies par Alain Peyrefitte (qu'on va finir par regretter !). Et une partie de l'explication de notre marasme persistant, presque huit années après la crise économique et financière de l'automne 2008.

Cette stagnation économique et le niveau de chômage en résultant (et aussi la faible augmentation des salaires, dans le secteur privé) expliquent en grande partie la *stagflation* actuelle (1). Et la baisse des carburants dans les autres pays fait chuter l'inflation importée. En 2015, l'inflation aura donc été de 0 %, une situation qui ne s'était pas rencontrée depuis... 1954 ! Si le prix des parkings et les fruits et légumes ont augmenté dans une fourchette de 4 à 7 %, nous aurons connu cette année une chute des prix de plus de 11 % pour tout ce qui est du domaine de la communication, de 4 % pour l'audiovisuel et l'informatique, de 3 % pour les médicaments.

En 2016, le gouvernement nous annonce 1 % d'inflation ; mais le consensus des économistes se situe, lui, au-dessous de 1 %, pariant quand même sur une remontée des prix du pétrole.

Autrefois – et en particulier au temps de l'inflation à deux chiffres –, on nous expliquait que la hausse des prix tuait la croissance. Mais il semble bien que l'absence totale d'inflation ait des conséquences bien supérieures encore.

Augmentation générale pour les fonctionnaires

Quelques exemples : toutes nos lois sociales sont organisées sur quelques principes théoriquement immuables : il est interdit de diminuer les salaires ; et des mécanismes légaux ou conventionnels provoquent chaque année des augmentations automatiques (primes d'ancienneté et autres). Bien plus, les entreprises sont tenues d'ouvrir chaque année des NAO, ou « négociations annuelles obligatoires ». De quoi parle-t-on, lors de ces NAO obligatoires, suivies comme le lait sur le feu par les organisations syndicales et par les inspections du travail ? De l'augmentation des salaires, et de l'augmentation du pou-

voir d'achat. Ne pas négocier expose l'entreprise à de fortes amendes. Dans un contexte à inflation nulle, il faut forcément lâcher quelque chose : 1 %, par exemple (ce qui est à peu près ce qui s'est passé lors des NAO de la fin 2015). Cela veut dire, en fait, une amélioration nette de la situation de ceux qui ont un travail, une augmentation du coût du travail, tandis que pour les autres, à commencer par les chômeurs et les retraités, c'est le cran de ceinture qui se resserre.

Mais le plus embêtant concerne la dette publique. Le budget 2015 avait été construit avec un taux d'inflation à 0,9 % et celui de 2016 à 1,4 %. Une fois de plus, les dépenses de l'Etat auront été supérieures au raisonnable, tout simplement parce qu'opérées non en rattrapage de l'inflation, mais comme de pures charges supplémentaires.



La baisse du pétrole sans baisse des taxes fiscales à due proportion a certes permis de limiter la casse. Mais c'est encore trop.

Comme en parallèle le gouvernement ne veut pas étouffer les vellétés de reprise économique en réaugmentant les charges des entreprises, ce sont les ménages, les particuliers, les salariés, les retraités, qui sont les premières victimes. Mais voilà qu'on nous annonce – approche des échéances électorales oblige – une augmentation indicielle des salaires des fonctionnaires. C'est-à-dire un retour aux augmentations générales, comme au temps de l'inflation forte ! Le premier employeur de France, l'Etat, va donc augmenter tous les fonctionnaires par le biais de cet outil, indépendamment des augmentations à l'ancienneté ou promotionnelles. Une décision que l'on ne peut que qualifier de catastrophique et d'aberrante, économiquement parlant. Et qui, à elle seule, pourrait bien suffire à faire replonger notre économie, déjà en passe d'être reléguée dans les toutes dernières places du classement européen.

Il y a quarante ans, la France était une grande puissance. Il y a dix ans notre pays, puissance moyenne, faisait jeu égal avec l'Allemagne. Aujourd'hui nous ressemblons de plus en plus à l'Italie ou à l'Espagne. Un pays n'ayant plus les moyens de ses ambitions et de son histoire. Notre lot de consolation : nous restons « le pays des droits de l'homme », de la Révolution française, de *Charlie*. Merci bien !

FRANCIS BERGERON
francis-bergeron@present.fr

(1) « Le phénomène de la stagflation, contraction des termes stagnation et inflation, est caractérisé par une hausse générale des prix dans un contexte récessionniste caractérisé par un déclin de la production et une hausse simultanée du chômage. » (Source : www.les-investissements.fr)

General Electric devrait supprimer 765 emplois en France

Les promesses n'engagent que ceux qui ont la faiblesse d'y croire, affirme-t-on souvent. D'autant plus lorsqu'elles émanent d'entreprises multinationales en cours d'acquisition ou de restructuration. Après quelques postures et moulinets, Arnaud Montebourg, avec son profil de gendre idéal, avait fini par se coucher devant la puissance financière du groupe américain General Electric et à lui concéder, pour la bagatelle de 9,7 milliards d'euros, la filiale énergie de ce fleuron industriel français que représentait Alstom. Selon un jeu de rôle rituel et convenu, l'Etat français s'engageait à entrer au capital de ladite entreprise afin d'en mieux défendre les intérêts, tandis que le géant américain se soumettait au rituel de l'annonce d'une création de nombreux emplois, 1 000 en l'occurrence, appât usuel destiné à faire accepter les pires reculades et préfiguration classique des restructurations à venir et de leur cortège de plans sociaux. On glose alors sur la pérennité pour taire la précarité et sur les embauches à venir pour occulter ceux à supprimer.

Même Loïc Le Floch Prigent, ancien dirigeant d'Elf Aquitaine et éminent symbole du grand capitalisme débridé, avait jugé cette perte par la France d'Alstom « d'acte irresponsable » tout en soulignant un « mépris total à l'égard du personnel, des clients, du peuple et de ses représentants ».

C'est chose faite et, trois mois après le rachat officiel de la branche énergie d'Alstom, General Electric vient d'annoncer la suppression de 6 500 postes en Europe dont 765 en France, essentiellement dans les fonctions support, c'est-à-dire les ressources humaines, le juridique, la communication... tout en confirmant son intention de créer 1 000 postes sous trois ans. Il s'agirait essentiellement, tout au moins en France, de départs volontaires, même si l'on sait

que, lors des plans sociaux, le volontariat s'apparente trop souvent à des licenciements qui n'avouent pas leur nom et dont les volontaires sont souvent lourdement incités à le devenir. Ces licenciements, clairement boursiers, font écho aux lignes écrites en mars dernier dans ces mêmes colonnes rappelant que, « quant à la pérennité, on sait malheureusement ce qu'il advient le plus souvent des groupes victimes de ces coups fumants sinon fumeux. Aussitôt évané le champagne et taries les congratulations d'usage, plans sociaux et restructurations ne manquent pas de rappeler aux plus étourdis les rudes lois d'une économie entièrement régie par la finance apatride et à son seul bénéfice ». Avec l'annonce de la suppression de 6 500 postes en Europe, sans surprise, la

triste prédiction se réalise. Précisons qu'à peu près en même temps, la direction de General Electric annonce la cession de son activité électroménager au chinois Qingdao Haier.

Ce camouflet supplémentaire infligé au gouvernement vient rappeler, une fois encore, l'influence résiduelle de nos politiques sur la vie économique nationale. Pour faire bonne figure, Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, s'est fendu d'une virile déclaration par laquelle il affirme que « le gouvernement est comptable et sera comptable des engagements pris en matière d'emploi par le groupe General Electric ». Pas certain que de tels propos fassent trembler d'effroi la direction du groupe en ses sièges du Connecticut et de New York... De plus en plus cantonné à des rôles de figuration et à la magie du verbe, l'exécutif semble ne plus devoir exister que dans un théâtre d'ombres, chinoises quand ce n'est qatari ou américaines, spectateur ahuri d'un gigantesque jeu de Monopoly mené au détriment des peuples.

Arnaud Raffard de Brienne
raffard-brienne@present.fr



GE imagination at work

En Suède

Des syndicalistes pourris jusqu'à la moelle

L'histoire se passe en Suède. Mais elle pourrait aussi bien avoir pour cadre la France. Il y a dans ce pays, symbole de la social-démocratie et dernier modèle, dernière *meccque*, pour nos socialistes, façon Valls-Hollande, un syndicat des personnels communaux. Ce syndicat de salariés, appelé *Kommunal*, compte un demi-million d'adhérents. Ce qui n'est pas rien dans un pays de dix millions d'habitants.

Ce syndicat est tellement riche qu'il investit dans différents domaines, comme une vulgaire société de *private equity*, comme un fonds d'investissement privé pariant sur des *start up* ou des entreprises à redresser. Mais autant, dans le domaine de la *private equity*, les investisseurs doivent gérer de façon avisée s'ils ne veulent pas ruiner ceux qui leur ont fait confiance, autant un syndicat, finalement, peut se permettre de faire à peu près n'importe quoi. Surtout dans des pays où l'adhésion syndicale est obligatoire ou presque (Europe du nord), ou quasi-totalement subventionnée par nos impôts (France et reste de l'Europe du sud).

Les Suédois viennent de s'en apercevoir à leurs dépens. *Kommunal* a investi dans un centre de conférence hôtelier et un restaurant de la capitale, créant un énorme déficit dans les caisses syndicales.

Or les principaux clients de ce complexe hôtelier sont... les permanents syndicaux eux-mêmes, leurs familles, leurs obligés, les délégués syndicaux et autre nomenclature politique et syndicale sociale-démocrate.

La cave du complexe hôtelier est l'une des plus belles de Suède, avec des bouteilles valant jusqu'à 3 500 euros ! Cave ouverte à gogo pour les militants syndicaux, avant ou après les durs affrontements avec le « terrible » Etat-patron suédois...

Syndicalisme et pornographie

Mais le scandale ne s'arrête pas là. Le complexe hôtelier organise à la demande et au profit des « héroïques syndicalistes sociaux-démocrates » (« repos du guerrier » oblige) des spectacles de nus, voire des séances

pornographiques, avec des vedettes de films X.

Les adhérents de base du syndicat (qui n'ont accès ni à la cave ni aux extases pornographiques) la trouvent saumâtre. Et le taux de syndicalisation, qui était auparavant proche de 100 %, a chuté à 69 %. Car, dans ce pays façonné

Kommunal.

par la social-démocratie, l'Etat providence et le politiquement correct, il y a le sentiment de plus en plus répandu que l'écart s'accroît constamment entre le pays légal (pays de cognac pour une minorité concentrant entre ses mains tous les pouvoirs politiques, économiques et sociaux) et le pays réel (qui subit impôts, immigration et insécurité). Ça vous rappelle quelque chose ?

F.B.
francis-bergeron@present.fr

PRÉSENT

5, rue d'Amboise - 75002 Paris
Téléphone : 01.42.97.51.30
Fax : 01.42.61.97.79
direction-generale@present.fr

Directeur (1981-2013) : Jean Madiran (†). SARL PRÉSENT pour 99 ans au capital de 135 555 euros, sise 5 rue d'Amboise, 75002 Paris. Gérant : Zita de Lussy. Imprimerie RPN - 93190 Livry-Gargan. Dépôt légal : 1er trimestre 2016. CPPAP : 0518 C 83178 - ISSN : 07.50.32.53. Directeur de la publication : Zita de Lussy. Rédacteur en chef : Samuel Martin. Directeur du jour : Anne Isabeth.

ABONNEMENTS : abonnements@present.fr

1 mois : 27,50 €
abonnement illimité par prélèvement mensuel
3 mois : 95 €
6 mois : 175 €

Abonnement de parrainage
3 mois : 75 €
6 mois : 139 €
1 an : 239 €

1 an : 299
+ 30 € avec l'abonnement numérique

2 ans : 580 €
+ abonnement numérique offert
2 ans, abonnement de soutien : 1 200 € + abonnement numérique offert

Abonnement Internet
1 jour : 1 € - 1 mois : 17 € 3 mois : 50 €
6 mois : 95 € - 1 an : 180 €

Entrevue avec **Jared Taylor**« **Trump parle franchement** »

Journaliste américain, éditeur de la revue *American Renaissance* et président de *New Century Foundation*, Samuel Jared Taylor s'est fait détester par les médias en publiant des ouvrages tel que *Pavé de bonnes intentions – L'échec des relations inter-raciales dans l'Amérique contemporaine* (1993). Notre correspondant au Québec, Rémi Tremblay, l'a interrogé pour *Présent* au sujet de la montée de Donald Trump.

— Donald Trump semble jouir d'une popularité certaine. Croyez-vous sincèrement qu'il a des chances de remporter les primaires et d'éventuellement remporter les élections présidentielles ?

— Il est tout à fait possible que Trump devienne le candidat républicain. Au début, tous les journalistes se sont moqués de lui, mais maintenant personne ne plaisante plus. Dans les sondages, Trump obtient un résultat qui est deux fois plus élevé que celui de Ted Cruz, qui se trouve en deuxième place. En plus, il est fort probable que le taux de soutien pour Trump soit encore plus élevé, parce que les personnes sondées hésitent à avouer à un enquêteur qu'ils soutiennent un candidat qui est toujours traité de « raciste ».

Gagner l'élection présidentielle ? C'est aussi possible. Selon d'autres sondages, au moment de l'élection, 20 % des démocrates pourraient abandonner leur parti pour voter pour Trump. Un peu comme le Front national en France, Trump n'est ni de la gauche ni de la droite traditionnelle. Il milite pour les ouvriers et pour la classe moyenne et critique les patrons et les riches. Mais ce que les citoyens aiment le plus chez lui, c'est qu'ils croient que Trump va freiner l'immigration.

— Par le passé, d'autres candidats d'intérêts comme Ron Paul et Patrick Buchanan se sont retrouvés dans la même situation que Trump. Peut-il éviter d'être, comme eux, relégué au second plan ?

— Oui, et pour quelques raisons. D'abord,

il est milliardaire et ne manquera pas d'argent – et l'argent, c'est le carburant principal d'une campagne électorale américaine. Deuxièmement, il a la personnalité d'une *rock star*. Il a un magnétisme personnel qui attire les gens – bien plus que Patrick Buchanan ou Ron Paul. Il a une spontanéité rarissime chez les politiciens américains qui ont, pour la plupart, besoin de faire trois sondages avant de se prononcer, même sur des questions banales. Trump parle franchement et directement sur tous les sujets. Troisièmement, la masse électorale est plus fâchée que jamais contre les élites. Ça se voit même chez les démocrates, où un sénateur gauchiste peu connu, Bernie Sanders, talonne de très près la grande dame de l'establishment, Hillary Clinton.

Les Américains se rendent compte que leur pays est en déclin et ils en veulent aux *leaders* des deux partis, qu'ils considèrent responsables d'une débandade historique. Ce sont les « outsiders » qui en profitent, et surtout Trump, qui n'a jamais eu de poste d'élu.

— A la suite de l'élection de Barack Obama, le Parti républicain semble avoir voulu courtoiser le vote des minorités ethniques en présentant davantage de candidats issus de ces minorités. Le succès de Trump est-il un désaveu de cette stratégie ?

— Trump prétend qu'il attirera toutes les minorités, parce qu'ils vont comprendre qu'il remettra le pays sur la bonne voie et tout le monde sera plus riche. Mais il faut distinguer entre les élections primaires et l'élection générale. Ceux qui votent dans les primaires répu-

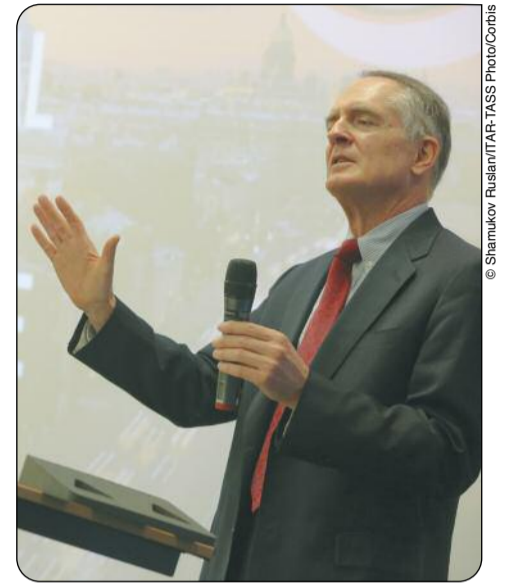
blicaines sont presque tous blancs. Un candidat n'est pas obligé de faire appel aux minorités pour gagner. A l'élection générale, c'est autre chose.

Pourtant, une stratégie qui compte sur les votes des minorités n'est pas évidente. Les Noirs votent pour les démocrates d'une manière si monolithique qu'une tentative de les attirer est très peu rentable. Il est rare pour un républicain de gagner même 15 % des votes des Noirs. Quant aux Hispaniques, 40 % ont voté pour George W. Bush mais, parce qu'il y a toujours plus d'électeurs blancs, pour que Mitt Romney remporte sur Obama en 2012 il lui aurait fallu une augmentation de 11 % des votes hispaniques ou une augmentation du vote blanc de seulement 1,5 %. Quelle augmentation aurait été plus facile à réaliser ?

En 2016, Trump risque d'attirer une part considérable des votes des Noirs parce qu'il a promis de rapatrier les 11 millions d'immigrants clandestins, qui sont majoritairement hispaniques. Souvent, ces gens-là cherchent les mêmes emplois que les Noirs, et les Noirs seraient heureux d'avoir moins de concurrents.

— Les derniers mois, l'Amérique a connu plusieurs événements à caractère racial tels que Ferguson, Black lives matter, mais aussi une menace terroriste qui s'est concrétisée à San Bernardino. Ces événements expliquent-ils le succès de Trump ?

— Jusqu'ici, Trump n'a pas beaucoup parlé des problèmes associés à la communauté noire : crime, naissances hors mariage, mauvaises performances scolaires, chômage, etc. Ce sont surtout les questions des immigrants clandestins et la menace terroriste qu'il a soulevées. Donc, c'est l'attentat à San Bernardino qui lui a fait augmenter son niveau de soutien. C'est à partir de ce massacre qu'il a commencé à parler d'un arrêt total à l'immigration musulmane – une prise de position qui lui a procuré une condamnation médiatique unanime, mais aussi les applaudissements de beaucoup de républicains.



Jared Taylor.

— Les médias se montrent extrêmement hostiles vis-à-vis de Donald Trump, oubliant leur devoir de réserve et abandonnant toute prétention à l'objectivité. Comment peut-il penser gagner avec un bloc médiatique contre lui ?

— Trump a un talent extraordinaire pour exploiter les médias, même hostiles. Il dit des choses que beaucoup de personnes pensent mais n'osent pas dire ouvertement. Les médias réagissent avec horreur mais, parce qu'ils sont obligés de rapporter ce qu'il a dit, les partisans de Trump ne cessent de monter en nombre et en enthousiasme. Trump a une franchise, un égoïsme et un charme qui fascinent même ses opposants. Tant que les caméras et les microphones sont braqués sur lui, il va continuer à faire appel aux Américains moyens qui l'adorent.

Propos recueillis par Rémi Tremblay

Michel Tournier



© Eric Fougère/VIP Images/Corbis

qui nous gouvernent, et perdit toute chance d'avoir un jour le Nobel (le site du *Monde* signale même qu'en 1996 il a contesté la loi Gayssot). Comme Moïse, et comme son héros Eléazar, l'écrivain meurt au seuil de la Terre promise : l'édition de ses romans dans la Pléiade était prévue cette année.

Il était né à Paris le 19 décembre 1924, d'un couple de germanistes qu'une sensibilité plutôt centre gauche préserva de toute compromission pendant l'Occupation. Le jeune Michel fut à cette époque le condisciple de Nimier au lycée de Neuilly, dans la classe de philo de Maurice de Gandillac. Malgré un séjour à l'université de Tubingen et sa passion pour Spinoza et Kant, il échoua à l'agrégation de philosophie en 1948 et 1949 et fit alors carrière, pendant dix ans, à la radio (RTF et Europe 1) puis, dix ans encore, dans l'édition (Plon), où il rencontra notre grand ancien Robert Poulet, journaliste belge condamné à mort en 1945. Celui-ci (Tournier l'a souvent raconté) encouragea ses premiers essais de romancier. A 42 ans, Tournier entra dans la carrière, avec *Vendredi ou les Limbes du Pacifique* (1967, Grand Prix du roman de l'Académie française). Suivirent *Le Roi des aulnes* (1970, Prix Goncourt ; Volker Schlöndorff en tire un film en 1996), *Les Météores* (1975), *Gaspard, Melchior et Balibazar* (1980), *La Goutte d'Or* (1985), *Eléazar* (1996)...

L'ermite de Choisel

Tournier est inclassable. Nous l'avons dit plus haut, il ne chassait pas en meute. Elevé dans divers collèges catholiques, il s'est détourné assez tôt de la foi chrétienne, dont il subvertit volontiers les dogmes dans son œuvre. Politiquement muet, il fut longtemps bien reçu en RDA (l'Allemagne de l'Est communiste) où il pouvait rêver à une Allemagne éternelle et neutraliste.

Le romancier se réclamait de Flaubert et de Zola, peut-être parce qu'il avait le goût de la do-

cumentation, mais il aboutit toujours à un type de roman très différent. Inspiré par les mythes, légendes, récits bibliques (successivement le naufrage solitaire, saint Christophe, les Gémeaux, les Rois mages, etc.), il les adaptait et en tirait une leçon anthropologique. Mais il aimait raconter et, au fond, a toujours hésité entre concret et abstrait. *Vendredi ou la vie sauvage* (1971), adaptation pour la jeunesse de son premier roman, est le plus lu de ses livres et le restera longtemps ; il s'y est dégagé de l'imagination morbide, voire scatologique, qui brouille ou réduit la portée des autres.

Tournier laisse aussi des contes et nouvelles, des notes de voyages à travers le monde, des essais, notamment sur la photographie, qui fut son violon d'Ingres, jusqu'à ce que le grand âge le rende sédentaire. Il avait acheté l'ancien presbytère de Choisel (Yvelines) où Mitterrand président tint à lui rendre visite deux ou trois fois et devant lequel il voyait passer tous les ans le pèlerinage de Pentecôte à Chartres. Une année, il monta incognito jusqu'au campement, à l'heure du repas du soir. « Quel spectacle, ces tentes, ces feux, ces autels dressés dans les herbes ! » On notera le « ces autels », alors qu'il n'y en eut jamais qu'un. Mais Tournier rêvait au repas des mercenaires dans *Salamambo*... Célibataire, il avait adopté un garçon du village, dont l'épouse et les enfants lui tinrent lieu de famille. Ses restes reposent dans le grand jardin du presbytère, à l'ombre de l'église, mais sans cérémonie religieuse.

ROBERT LE BLANC
robert-le-blanc@present.fr

● Dans les années récentes, *Présent* a consacré deux grands articles à Tournier (5 septembre 2015, sur ses *Lettres à Helmut Waller*, et 7 avril 2012, où sont notamment évoquées son amitié avec Poulet et sa brouille quand celui-ci qualifia de *blasphématoire* son roman sur les Rois mages).

■ ISLAMIC CONNECTION. Arrestation lundi au Maroc où il s'était réfugié dans sa famille d'un Belge « lié directement » aux auteurs des attentats du 13 novembre à Paris. Il avait auparavant combattu en Syrie dans les rangs du Front al-Nosra, puis rejoint le groupe Etat islamique.

■ DE L'ART OU DU COCHON ? Interpellation le 16 janvier au musée d'Orsay de Déborah de Robertis, « artiste » luxembourgeoise spécialisée dans les « performances ». La dernière en date consistant à s'allonger nue devant l'*Olympia* de Manet au musée d'Orsay afin de « reproduire le tableau sous les yeux des visiteurs ». Me Tewfik Bouzenoune, avocat de la délinquante, a dénoncé cette atteinte à l'Art. Exhibitionniste plus qu'artiste, Mlle de Robertis avait déjà défrayé la chronique en 2014, toujours à Orsay, en exposant son sexe devant *L'origine du monde* de Courbet.

■ COGNAC GAGNANT. Si les ventes stagnent en France, les exportations de cognac ont atteint un niveau record en 2015 tant en volume (168,9 millions de bouteilles, soit + 8,5 %) qu'en valeur (2,6 milliards d'euros, soit + 21,3 %). Les marchés les plus porteurs sont l'Amérique du Nord (+39,2 % en valeur), la Chine, le Japon mais aussi l'Europe (+15,9 %).

